

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ARRÊTE n° 2022-578

6-I Police Municipale



autorisation de stationnement

OBJET : Installation de l'alimentation électrique provisoire du groupe périscolaire des Miquelots
Avenue du Pays de Buch et avenue de Chantebois



Le Maire de LA TESTE DE BUCH,

VU la demande de l'entreprise **CMR**, demeurant **561 avenue Vulcain – 33260 La Teste de Buch**, sollicite une autorisation pour installer l'alimentation électrique provisoire du groupe périscolaire des Miquelots entre la parcelle **GVI45** avenue du Pays de Buch et la parcelle **GXI68** avenue de Chantebois à la Teste de Buch,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU le Code de la voirie Routière,

Vu le Code de l'Environnement,

VU les arrêtés interministériels du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et du 7 juin 1977, appelé Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, dans leurs versions en vigueur,

VU le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du 15 juin 1987, complété par la délibération du 09 juillet 2019,

VU la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public communal,

VU l'arrêté municipal n° 2022-236 du 04 mai 2022 portant disposition en matière de tranquillité publique,

CONSIDERANT qu'il appartient à Monsieur le Maire de prendre toutes mesures afin d'assurer et de veiller au respect de l'usage normal du domaine public,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public pour installer sur le trottoir l'alimentation électrique provisoire du groupe périscolaire des Miquelots pour le compte de la COBAS, avec des poteaux bois et buses béton, entre la parcelle GVI45 avenue du Pays de Buch et la parcelle GXI68 avenue de Chantebois à La Teste de Buch, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise. Cette installation pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle indiquée dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

L'entreprise devra avertir les Services de la Mairie dès l'enlèvement total de l'installation.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra signaler son occupation / chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son 1-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

Direction Générale des
Services Techniques

N/Réf : CS249796250513

DGS :

Cab :

DGST :

DST :

Adjoint :

ARTICLE 4 - Implantation et durée de l'occupation

Période de l'installation autorisée : du 01/09/2022 au 31/12/2022.

Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire au moins 72 H avant le début de l'occupation et pendant toute la durée de celle-ci.

Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

ARTICLE 5 - Redevance

La présente autorisation ne fera pas l'objet du paiement d'une redevance, conformément aux dispositions décidées par Délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2021.

ARTICLE 6 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée, à l'entreprise, à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

ARTICLE 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté – remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Le renouvellement de la permission de voirie ne peut se faire que sur demande expresse de l'entreprise dans un délai de 5 jours hors week-end avant la fin de la présente autorisation pour toutes permissions de stationnement initiales inférieures à 20 jours, et de 10 jours hors week-end avant la fin de la présente autorisation pour toutes permissions de stationnement initiales supérieures ou égales à 20 jours.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le pétitionnaire est responsable de tout dommage, de quelque nature et de quelque importance qu'il soit, causé au domaine public, ou à tout ouvrage public ou aux plantations qui s'y trouvent, ou aux usagers, ou aux tiers, ou aux biens de ceux-ci, de son fait, ou du fait des choses qu'il a sous sa garde, ou du fait de ses préposés, salariés ou non, ou des choses dont ces derniers ont la garde, dès lors que le fait générateur est survenu pendant l'exécution des travaux encadré par ce présent arrêté peu importe la date d'apparition ou de consolidation du dommage. Le domaine public devra, après travaux, être nettoyé et remis en parfait état primitif à sa charge. Un état des lieux de fin d'occupation du domaine public devra être établi sur place en présence de représentant de la Commune à la date de fin d'application du présent arrêté, charge à l'entreprise de demander un rendez-vous par courrier ou mail. En l'absence d'état des lieux contradictoire préalable à l'intervention, les lieux sont réputés en bon état d'entretien lors de l'occupation du domaine public et aucune contestation ne sera admise par la suite. Le pétitionnaire est tenu de remettre le domaine public en l'état initial, conformément aux aménagements de la ville et d'enlever tous les dépôts de matériaux et de réparer tous les dommages occasionnés.

Les travaux réalisés ne devront en aucun cas porter préjudice à l'intégrité matérielle du domaine public.